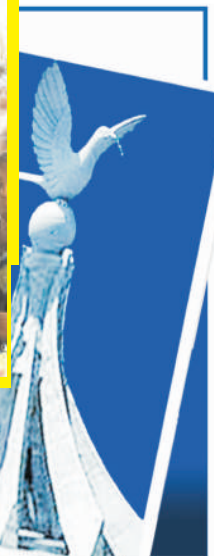


La DOSI et ses partenaires à l'étape du
marché de Gbossimé
**LES AVANTAGES DE
L'ORGANISATION PRESENTES
AUX COMMERÇANTES** P. 4



TOGOREVEIL

TR 179 du 13 Mars 2015

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Le pari d'une actualité qui réveille



Cuisant échec au premier jour de manifestation des ODDH
**L'ANC RETIENT LES « MARCHEURS PROFESSIONNELS »
POUR APPORTER LA PREUVE QUE « LE FRONT TCHOBOE »
EST UNE VERITABLE COQUILLE VIDE** P. 2
23 manifestants... seuls les organisateurs étaient présents

Le trafic illicite d'essence, un frein à la mobilisation des ressources
**2 MILLIARDS DE RECETTES PERDUES PAR MOIS
DEPUIS 2014** P. 5

Mobilisation des troupes pour la victoire à la présidentielle de 2015
**LA MINISTRE VICTOIRE DOGBE A LA RENCONTRE
DES MILITANTS UNIR DE LA ZONE 7** P. 4

Mode féminine en milieu scolaire : les corsages « Kpèkpè »
EXPOSITION DE SEINS OU STYLE ? P. 7

Sortie d'album
**PAMOBAR ENTERTAINMENT LANCE «WE ARE
PAMOBAR» DE RICKY-MO, KANG D DREAMA ET
MIC FLAMMEZ** P. 7

**Mise en œuvre du Programme d'Appui au
Développement à la Base**
**LE PREMIER MINISTRE
INAUGURE LES PLATEFORMES
MULTIFONCTIONNELLES ET
PROCEDE A LA REMISE DE
CREDIT AUX BENEFICIAIRES
DU PRADEB** P. 3



Inclusion Financière au Togo
**LE PRESIDENT FAURE
LANCE AJSEF ET
AGERISEF APRES LE
SUCCES DE L'APSEF** P. 3

La Cour Constitutionnelle est en deuil LE JUGE AMEGA YAO ADOBOLI N'EST PLUS



La nouvelle est tombée, hier. Le Chef Améga Yao ADOBOLI GASSOU IV, l'un des neuf membres de la Cour Constitutionnelle du Togo est décédé. On n'en saura pas plus sur cette courte maladie qui a emporté cette grande personnalité qui bouclait des soixante dix ans cette année. Pour le Président de la plus haute juridiction du pays, il s'agit d'une grande perte. Mais cette disparition ne bloque pas le fonctionnement de l'institution qui joue un rôle prépondérant dans la validation du processus électoral en cours. Né le 24 juin 1945 à Ahlon Bogo dans le Cercle de Klouto (actuelle préfecture de Kloto), le juge Gassou Adoboli a poursuivi son cursus primaire et secondaire respectivement à Atakpamé et à Sokodé avant de boucler ses études supérieures, de 1976 à 1979, à l'Université du Bénin (actuelle Université de Lomé) d'où il sortira nanti d'un diplôme de l'Ecole Supérieures d'Administration et de Carrières Juridiques. C'est très jeune et bien avant la fin de ses études universitaires, en 1959, qu'il est intronisé Chef canton de son village natal. Une riche carrière s'ensuivra pour lui dans sa région d'origine. Il sera élu Conseiller de circonscription puis Président du Bureau des Chefs traditionnels de la Circonscription administrative de Kloto parallèlement à ses fonctions de trésorier adjoint puis Secrétaire Général du Bureau National de l'Union des Chefs Traditionnels du Togo. De 1989 à 1990, le Chef GASSOU ADOBOLI est nommé membre de la Cour de Sureté de l'Etat. En Octobre 1995, il est Observateur togolais des Nations Unies à la Présidentielle ivoirienne. Le 1er juin 2007 est nommé à la Cour Constitutionnelle. Deux mois plus tard il est porté par des pairs à la tête du Conseil des Chefs Traditionnels de l'Union Eweto. Le Chef Améga Yao

ADOBOLI GASSOU est Officier de l'Ordre du Mono et Chevalier de l'Ordre du Mono.

Germain POULI

Je dis oui parce que je compte sur Dieu et parce que vous êtes à mes côtés. Je dis oui car je suis convaincu qu'ensemble et avec l'aide de Dieu, nous saurons nous montrer à la hauteur de la confiance que les Togolais placent en nous. Ensemble, nous continuerons chaque jour à montrer à nos concitoyens qu'ils sont et demeurent notre priorité.

J'accepte cette investiture avec la ferme détermination de parachever, avec l'aide de Dieu et votre concours et celui de tous les Togolais, la marche de notre pays vers le développement et le progrès.

Dans la bataille qui s'engage dès à présent, je sais pouvoir compter sur votre adhésion totale et votre soutien résolu pour porter, dans tous les hameaux, le message d'espoir et de fraternité que nous adressons à tous les Togolais.

Si l'investiture à la candidature est une forme de reconnaissance pour le chemin que nous avons parcouru ensemble, elle m'apparaît davantage c o m m e u n e e x i g e n c e supplémentaire, celle de donner et de donner encore le meilleur de nous-mêmes, en vue de poursuivre la marche du Togo vers le progrès dans tous les domaines et de parachever son ancrage dans la modernité.

Pour cela, nous avons l'avantage d'avoir déjà, par nos efforts, creusé les sillons pour l'essor et la prospérité du Togo de demain. Mais elle est encore plus grande, la responsabilité qui nous incombe aujourd'hui d'aller au bout de nos efforts avec toutes les Togolaises et tous les Togolais. Nous n'aurons de répit que lorsque notre vision d'un Togo uni et prospère deviendra pleinement une réalité pour tous les Togolais.

C'est ce combat que je veux, dès aujourd'hui, poursuivre avec vous. » s'est exprimé le Président sortant et candidat fraîchement investi à la prochaine présidentielle, avant de conclure avec cette prière que : « Que Dieu nous assiste et nous conduise à la victoire pour le Togo.

Un discours reçu avec satisfaction et liesse par des militants qui ont promis s'engager dès cet instant pour convaincre les togolais encore hésitants à rejoindre le candidat qui tire le Togo vers le progrès, le développement et la prospérité.

Germain POULI

Cuisant échec au premier jour de manifestation des ODDH L'ANC RETIENT LES « MARCHEURS PROFESSIONNELS » POUR APPORTER LA PREUVE QUE « LE FRONT TCHOBOE » EST UNE VERITABLE COQUILLE VIDE 23 manifestants... seuls les organisateurs étaient présents



La journée du 12 Mars 2015 restera celle d'une bonne leçon de démocratie pour une certaine franges des organisations de la société civile togolais qui a tendance à prendre la place des acteurs politiques sur les médias et dans les meeting politique où ses membres se délecte sans mesure des bains de foule et autres discours irréalistes et va-t-en-guerre. Leur sit-in prévu, hier, devant la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a été un non évènement. Malgré tout le tapage médiatique ponctué des incessants appels à la mobilisation populaire, malgré la présence et le soutien de certains partis politiques membres du Front Tchoboé, comme le MRC d'Abass Kaboua, le Parti des Travailleurs de Claude Améganvi, le Parti National Panafricain (PNP) d'Atchadam Tikpi et la Parti des Togolais d'Alberto Olympio, la mobilisation a été ridicule. Environ vingt trois personnes avaient répondu à cet appel, un désaveu populaire cinglant qui doit faire prendre conscience aux organisations quant au caractère farfelu de leur revendication. En effet le sit-in d'hier qui s'est, en désespoir de cause, transformé en marche (tout comme la tentative de manifester aujourd'hui) est destiné essentiellement à arrêter « le processus électoral en cours » et à exiger « la mise sur pied d'un régime de transition pour prendre en charge la gestion du pays afin de mettre en œuvre les réformes ».Plusieurs leçons sont donc à tirer.

La mobilisation de plus en plus difficile dans les rues, surtout en l'absence des « marcheurs professionnels » de l'ANC

Il est désormais clair que les togolais dans leur globalité et les militants et sympathisants de l'opposition en particulier, sont exténués par les récurrentes manifestations d'abord avec le FRAC et plus tard avec le CST et CAP 2015. Depuis que l'ANC, principale formation de l'opposition et le moteur de la quasi-totalité des manifestations publiques depuis cinq ans, est engagée dans la course à la présidentielle prochaine, ses leaders et militants ont retrouvé la lucidité politique. Désormais ils ne courent plus les rues, mais envahissent plutôt les régions, villes et villages pour expliquer pourquoi ils sont dans la course électorale et solliciter le soutien et la confiance des populations. Tirant les grandes leçons de la démobilisation progressive dans les rues, ils se battent maintenant pour espérer convaincre une partie de cette majorité des togolais de plus en plus acquise au Président sortant. Malgré le soutien financier du gouvernement à la campagne, l'ANC et ses maigres alliés de CAP 2015, ménagent leurs forces et ressources financières. « Plus question de mettre de l'argent dans la mobilisation de nos militants dans les rues. En ce moment, nous avons besoin de rassembler 135 millions pour couvrir convenablement les 9000 bureaux de vote et défendre nos voix lors de l'élection. » précise un proche collaborateur de Jean Pierre Fabre pour expliquer leur refus de s'associer à cette démarche qui est en réalité dirigée contre leur candidature et leurs intérêts. Mais en réalité, confient certains cadres du parti orange, leur

retrait du mouvement d'hier n'avait pour seul objectif que de prouver que sans l'ANC, le Front Tchoboé ne représente rien.

Le Front Tchobé, une véritable coquille vide
Les observateurs avisés n'en doutaient pas, mais la preuve est faite depuis hier, que sans l'ANC, les quatre partis politiques qui se sont associés à la vingtaine de mouvements fantoches de défenses des droit engagés dans cette démarche, n'ont aucune base populaire. Tout le monde savait que Claude Améganvi était à la fois le Président et leur seul militant de son parti. Il n'y avait pas de doute que le sieur Atchadam, en dehors de sa forte gueule, ne représentait que l'ombre de lui-même. Pour Abass Kaboua, l'échec d'hier vient semer le doute sur sa capacité à mobiliser et jette surtout un discrédit sur le récent congrès du MRC. Plusieurs langues disent que ce congrès était truffé de militants « loués » pour l'occasion. Quant à Alberto Olympio, également engagé dans cette mésaventure, on comprend qu'il a eu raison de se retirer de la course, son parti n'a pas encore de véritable militants malgré les dépenses folles occasionnées dans sa volonté d'implanter de son parti. Les vingt trois (23) personnes mobilisées, y compris les organisateurs eux-mêmes, sont la preuve que ce Front Tchoboé n'a d'assise que sur les médias à Lomé. Au cœur même de leurs organisations respectives, aucune de ces ODDH et ces formations politiques, n'a réussi à mobiliser un seul membre en dehors des premiers responsables. Les « marcheurs professionnels » auxquels l'ANC a habituellement recours ont été contactés sans succès, seuls quelques zémidjans, surgis bien plus tard, on ne sait d'où, suivront cette marche de la grande honte.

Les togolais ont dit non aux anarchistes du Front Tchoboé

Le constat est clair, les revendications du Front Tchoboé qui portent essentiellement sur les réformes et une transition au Togo sont des rêves d'un autre âge. La démocratisation en cours depuis 2007 est si avancée et les togolais n'ont plus envie de faire le chemin du retour dans les incertitudes d'une première transition démocratique qui s'est révélé un fiasco et qui a malheureusement débouché sur un processus de démocratisation avec beaucoup de plomb dans l'aile jusqu'en 2006, date de la signature de l'APG qui a débouché sur les premières élections libres et transparentes d'octobre 2007. Depuis le Togo a enchaîné avec d'autres bonnes élections en 2010 (présidentielle) et 2013 (législatives). Les aventuriers politiques comme ceux du Front Tchoboé, sont aux yeux des autres togolais, y compris de ceux de l'opposition, des anarchistes dont il faut définitivement se départir pour avancer. C'est ce qui transparaît du fiasco d'hier qui va sans doute se rééditer aujourd'hui si les membres de ce nouveau front s'entêtent dans la désillusion. Les togolais se préparent activement pour l'élection.

Patrick NIMA

Présidentielle 2015 LA COUR CONSTITUTIONNELLE RETIENT LES CINQ CANDIDATURES DECLAREES

Depuis mercredi, les togolais savent désormais qui sont les leaders de partis et regroupements de partis politiques qui sont en lice pour la Présidentielle du 15 avril 22015. C'est sans grande surprise que la Cour constitutionnelle a retenu, après analyse, les cinq candidatures recueillies par la CENI et traitées par le Ministère de l'Administration territoriale conformément aux dispositions légales en vigueur. « Tous les postulants remplissent les conditions fixées à l'article 62 de la Constitution, après l'examen des dossiers » a conclu la Cour qui valide ainsi les dossiers de candidatures qui lui ont été soumis. Pour rappel voici les cinq candidats qui se battront pour la conquête de l'électorat :
- Monsieur FABRE Jean Pierre (Combat pour l'Alternance Politique /CAP 2015)
- Monsieur GNASSINGBE Essozimna Faure (Union pour la République)
- Monsieur GOGUE Tchabouré (Alliance des Démocrates pour le Développement Intégral /ADDI),
- Monsieur TAAMA Komandega (Nouvel Engagement Togolais /NET).
- Monsieur TCHASSONA TRAORE Mohamed (Mouvement Citoyen pour la Démocratie et le Développement /MCD).
Un discours reçu avec satisfaction et liesse par des militants qui ont promis s'engager dès cet instant pour convaincre les togolais encore hésitants à rejoindre le candidat qui tire le Togo vers le progrès, le développement et la prospérité.

Germain POULI

Inclusion Financière au Togo

LE PRESIDENT FAURE LANCE AJSEF ET AGERISEF APRES LE SUCCES DE L'APSEF



Le PR remettant le matériel d'appui technique aux IMF partenaires du FNFI



L'assistance

Président de la République Faure Gnassingbé a procédé au lancement le 09 mars dernier de l'AJSEF (l'Accès des Jeunes aux Services Financiers) et de l'AGERISEF (Accès des Agriculteurs aux Services Financiers), les deux nouveaux produits tant attendu. Respectivement, le premier répond aux besoins des jeunes pendant que le second s'intéresse aux agriculteurs. C'est dans la grande salle du palais des congrès de Lomé et en présence d'une forte mobilisation de la population togolaise que cette cérémonie solennelle s'est déroulée. Plusieurs personnalités dont le Chef du Gouvernement, le président de l'Assemblée Nationale et les partenaires financiers étaient aussi de la partie.

Dans son discours à la nation le 31 décembre 2014, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé avait annoncé l'arrivée de

deux nouveaux produits du FNFI après l'APSEF. Depuis cette semaine, cette promesse a été concrétisée. En effet, le

Particularités de l'AJSEF et de l'AGERISEF
Le produit qui répond aux aspirations

des jeunes est « l'Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF) ». Ce produit qui compte toucher plus de 20 000 personnes s'intéresse précisément aux jeunes en fin d'apprentissage, ou diplômés sans emploi âgés de 18 à 40 ans ayant la volonté de se prendre en charge à travers l'auto-emploi. Le montant maximum du crédit est de 300 000 FCFA remboursable sur une période maximale de 12 mois. Le taux d'intérêt est de 8%. Quand le bénéficiaire rembourse dans le délai son crédit, il a droit à une épargne stratégique de 1%.

L'autre produit touche le monde agricole. Il s'agit de l'« Accès des Agriculteurs aux Services Financiers (AGERISEF) ». Destiné à renforcer le dispositif national de financement des activités agricoles, ce produit développe des mécanismes appropriés et durables afin de permettre à un grand nombre de petits exploitants d'accéder aux produits et services financiers répondant à leurs besoins. Il vise alors les petits acteurs, notamment les exploitants, éleveurs et pêcheurs ainsi que les producteurs organisés en coopératives. Le crédit AGERISEF est un montant maximum de 100 000 FCFA payable en 1 ou 3 échéances en fonction du type d'exploitations contre un pourcentage de 8%, 1% est aussi reversé au bénéficiaire comme épargne stratégique quand il paie dans le délai son crédit. Pour mieux gérer ces deux produits en plus de l'APSEF, 8 institutions de micro finance se sont ajoutées à la liste des partenaires du FNFI portant le nombre total des institutions de micro finance partenaires du fonds à 26.

Retour sur un bref bilan de l'APSEF
Initié pour permettre aux personnes pauvres d'avoir accès aux crédits afin de mener des activités génératrices de revenus pour sortir de leur pauvreté, le FNFI a déjà touché 331 025 personnes à travers l'APSEF. Selon les régions, l'APSEF a touché 57 940 personnes dans les savanes, 51 117 à Kara, 43 141 dans la centrale, 61 585 dans les plateaux et 117 238 dans la région

maritime. Plusieurs femmes bénéficiaires sélectionnées dans chaque région du pays ont devant le Chef de l'Etat témoigné de l'amélioration de leur situation depuis le jour où ils ont eu accès au crédit. Les chefs coutumiers ont également parlé de l'impact positif de ce produit sur leurs cantons. Pour le Chef canton de Lama dans la Kozah, la pauvreté est en train de perdre ses tentacules au Togo.

Le Président Faure résolument engagé dans la bataille contre la pauvreté

Dans son intervention, le chef de l'Etat a rassuré que le Togo pourra remporter la bataille contre la pauvreté mais pour se faire, chaque acteur doit jouer son rôle. Il demande alors Aux bénéficiaires, de rembourser le crédit pour permettre au système de continuer. Aux IMF, il demande de faire leur travail de façon professionnel et de faire l'effort d'atteindre toutes les localités du pays. « Je suis très content des résultats obtenus mais je suis resté sur ma faim et j'espère qu'au moins jusqu'à la fin de l'année, tous les villages du Togo seront couverts. Dans tous les villages, le problème se pose, il faut que nous ayons au moins un bénéficiaire dans chaque village de notre pays. C'est ça aussi la solidarité. », a-t-il indiqué. Dans cette optique, il a remis officiellement 66 motos et 66 ordinateurs portables aux IMF partenaires au titre d'appui institutionnel et logistique. Pour cette année, le FNFI compte toucher 330 000 nouvelles personnes par ses trois produits à raison de 250 000 personnes pour l'APSEF, 20 000 pour AJSEF et 60 000 pour l'AGERISEF. Il a aussi exigé que le gouvernement, le ministère du développement à la base et les IMF entretiennent un dialogue permanent afin de résoudre efficacement les difficultés rencontrées sur le terrain. Après ce lancement, les deux nouveaux produits sont opérationnels, en présence du chef de l'Etat, le crédit a été octroyé aux premiers bénéficiaires avant la fin de la cérémonie.

Londou KAWANA

Mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement à la Base

LE PREMIER MINISTRE INAUGURE LES PLATEFORMES MULTIFONCTIONNELLES ET PROCEDE A LA REMISE DE CREDIT AUX BENEFICIAIRES DU PRADEB



Le PM remettant le chèque du crédit à une bénéficiaire



La plate-forme multifonctionnelle d'Adokoé

démarrer leurs activités. Les deux événements couplés se sont déroulés en présence de plusieurs personnalités, dont le représentant du Président de la BOAD, les membres du gouvernement, la ministre en charge du développement à la base, Mme Victoire DOGBE, les élus du peuple, et les hauts cadres du milieu. Dans les deux localités, les populations ont réservé un accueil chaleureux aux autorités, signe de leur reconnaissance face aux efforts que fait le gouvernement à leur endroit.

Selon M. AGBO Kossivi Yves, coordonnateur du PRADEB, plusieurs activités sont inscrites dans l'agenda quinquennal de ce programme. Il s'agit de l'appui à 500 GIE dont les membres seront

encadrés et auront accès au crédit, l'installation de 200 plateformes multifonctionnelles dans les villages de 500 à 2000 habitants, la création ou la consolidation de 3750 micro et petites entreprises au profit des jeunes diplômés ou artisans. A travers l'inauguration de la PTFM de Adokoé, c'est l'exploitation de 70 PTFM installées en 2014 sur les 200 prévus par le programme qui est lancée. Aussi, l'octroi du crédit aux groupements et aux jeunes de Agbélouvé est juste une remise symbolique. Au total, c'est 100 groupements sur 500 prévus et 400 microprojets de jeunes diplômés et artisans sélectionnés en 2014 sur 1500 durant les 5 années du programme qui vont bénéficier u crédit sur le plan national. A cette occasion, le Chef du Gouvernement et la ministre en charge du développement ont l'un après l'autre exprimé la volonté du gouvernement et du Chef de l'Etat à œuvrer pour assurer à chaque citoyen les conditions de son propre épanouissement. Il revient alors aux populations de s'engager et d'appuyer le gouvernement dans ce sens.

Pour suivre efficacement les bénéficiaires, le Premier ministre a procédé à la remis du matériel de transport composé de 5 véhicules et 35 motos, le tout évalué à 137 250 000 FCFA aux partenaires du PRADEB qui sont les Agences des Relais Locales (ARL) et les Institutions de micro finance.

Londou KAWANA

Dans sa politique de lutte contre la pauvreté, le gouvernement togolais a lancé le 12 avril 2013 à travers le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'emploi des jeunes le Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB). Ce programme financé par la BOAD et le gouvernement togolais compte soutenir la politique de développement à la base afin d'améliorer les conditions de vie des populations. Pour se faire, il apporte son soutien

aux activités des Groupements d'Intérêt Economique (GIE), œuvre pour l'installation des plateformes multifonctionnelles (PTFM) dans les communautés rurales et s'investit dans la promotion de l'emploi des jeunes. Dans le cadre de sa mise en œuvre, le Premier ministre AHOUMEY-ZUNU a inauguré hier la PTFM de Adokoé. Il a également remis officiellement à Agbélouvé, toujours dans le Zio, le crédit aux groupements et aux jeunes pour qu'ils

La DOSI et ses partenaires à l'étape du marché de Gbossimé

LES AVANTAGES DE L'ORGANISATION PRESENTES AUX COMMERÇANTES



Les partenaires du FNFI et de l'INAM

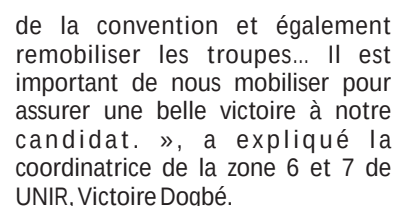
A woman in a black and white patterned dress is speaking into a microphone at a podium. She is addressing a large group of people seated in rows of chairs. The setting appears to be an outdoor or semi-outdoor community meeting with a covered roof. There are blue and white striped pillars visible in the background.

« Vous allez constater que je ne suis pas seule. Je suis venu avec l'ONAF, la CAMEG, le FNFI et l'INAM. La Caisse Nationale de Sécurité Sociale



...avec les femmes du marché de Djidjonou (Akodesséwa)

LA MINISTRE VICTOIRE DOGBE A LA RENCONTRE DES MILITANTS UNIR DE LA ZONE 7



Cette rencontre a permis à la ministre de rappeler aux militants de UNIR les grandes réalisations du gouvernement. Elle a fait mention de l'électrification de nos villes, les infrastructures routières, la pérennisation de la paix et d'autres chantiers ouverts. Elle a alors demandé à sa base de redoubler d'effort pour accompagner le candidat Faure à la victoire pour lui permettre de poursuivre le développement du pays. Pour leur part, les militants de la zone 7 se sentent déjà prêt pour accorder leurs voix à leur candidat. Pour le coordinateur technique des opérations électorales de cette zone, M. Adoté TétéAgbétrobo, sa zone n'est plus un bastion de l'opposition. « Les jeunes ont compris et ils s'engagent à travailler derrière le président pour la victoire finale », a-t-il indiqué.

dans sa zone était de restituer aux militants les activités que le parti a menées récemment à Kara au cours de sa première convention et de remobiliser les militants à œuvrer pour la victoire du candidat issue de cette convention, Faure Gnassingbé.

« Il n'y a pas longtemps, le parti UNIR a tenu sa convention qui a permis de choisir la personnalité qui devra représenter le parti UNIR à l'élection. Donc il est de notre devoir de passer d'abord restituer ce qui a été fait lors

Avant de quitter les lieux, la ministre a visité une grande mosquée construite par M. Rachid Souleymane, un habitant du milieu qui s'investi dans des actions

Dans leur intervention, les représentants des différents partenaires de la DOSI dans cette vaste tournée ont rassuré les commerçantes de leur disponibilité à les accompagner dans leur marche vers le secteur formel.

Les différentes offres présentées aux commerçantes sont les nouveaux produits du Fonds national de la

Avant cette étape de Gblossimé, la DOSI était dans les marchés d'Adawlato, de Hédzranawé, de Totsi et d'Akodésséwa où le ministère de l'agriculture a promis son soutien aux commerçantes de céréales. La tournée s'achèvera le 19 mars prochain.

Paul KATASSOLI

R Retrouvez votre journal et plus
d'info sur le site :
www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION Germain POULI COMITÉ DE RÉDACTION Didier ASSOGBA Patrick NIMA Pégy Paul KATASSOLI SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ Aïssata TOURE SECRÉTARIAT Carole AGHEY Rose NYUIADZI INFOGRAPHIE AHLIALE Raphaël CARICATURE	DODZI DISTRIBUTION ET ABONNEMENT Tel: 22 36 18 56 ADRESSE 585, Avenue du Grand Séminaire Hédzranawoé face Ets VINS D'ITALIE Tél.: 22 61 12 19 /22 36 18 56 90 02 76 54 E-mail : togoreveil@togoreveil.info TIRAGE 4000 Exemplaires IMPRIMERIE La Colombe
--	--

Le trafic illicite d'essence, un frein à la mobilisation des ressources 2 MILLIARDS DE RECETTES PERDUES PAR MOIS DEPUIS 2014



En un an d'existence, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a non seulement permis d'accroître la mobilisation des recettes, mais aussi une meilleure traçabilité des entrées. Ainsi, en 2013, les recettes générées par les produits pétroliers étaient estimées à plus de 4,5 milliards de francs CFA par mois. Les mois derniers ces recettes se sont élevées à 2 milliards, soit un manque à gagner de 2,3 milliards de FCFA.

Mais à cause du trafic illicite des produits pétroliers qui se développe, l'Office togolais des recettes (OTR) n'arrive à engranger que 2 milliards et le mois dernier, les recettes de ces produits étaient à peu près à 2,3 milliards de francs CFA. L'Etat a en outre enregistré une perte de recettes de l'ordre de 67% en 2014. Les distributeurs ont vu leurs ventes plonger sur la même période.

Cette baisse est due à l'ampleur prise ces derniers mois par le trafic illicite de carburant. « Cette baisse constante est due au développement du commerce des produits pétroliers importés par des voies non autorisées et qui perturbe dangereusement le plan de mobilisation de l'OTR. C'est des manques à gagner importants », a déploré M. Kodzo Adédzè, Commissaire des Douanes et Droits Indirects à l'OTR.

Pour résoudre de façon pérenne le problème, l'OTR entend s'impliquer aux côtés du ministère de la sécurité et de la protection civile pour faire respecter la loi en vigueur en la matière. Des sanctions sont prévues à tous les niveaux du trafic. « Les opérations de contrôle aux postes frontières vont être renforcées. Le trafiquant interpellé devra répondre devant la justice. Il risque une peine d'emprisonnement et une très forte amende et tout ce qui a servi à transporter l'objet du délit sera saisi. Les consommateurs risquent aussi des sanctions », précise-t-on à l'OTR.

Déjà le week-end dernier, l'Opération Entonnoir organisée a permis la saisie de 600 bidons d'essence frelatée dans deux cargos contenant respectivement 500 et 100 bidons.

P. Z.

Lancement des travaux du projet E-gouvernement POUR UNE ADMINISTRATION PLUS COMPETITIVE, PLUS FIABLE ET PLUS PROCHE DE L'ADMINISTRE

En lançant, par un coup de pioche les travaux du projet E-Gouvernement, le Président Faure GNASSINGBE a inauguré, le mardi 10 mars 2015, l'entrée de l'administration togolaise dans une nouvelle ère. C'était en présence de plusieurs membres du gouvernement dont le Premier Ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu, la ministre des Postes et de l'économie numérique, Cina Lawson et de l'ambassadeur de la Chine au Togo, Liu Yuxi.

Ce projet vise la mise en réseau de toutes les institutions du pays par fibre optique afin de leur permettre d'échanger entre elles les informations avec leurs clients de façon « sécurisée » et « fluide » avec un débit pouvant aller au-delà de 10 Gigabits par seconde. Il s'inscrit dans le cadre de la coopération entre le Togo et la Chine et est financé à hauteur de 13 milliards de francs CFA à travers un prêt à taux concessionnel de EXIM Bank de Chine. Les travaux sont prévus pour durer un an.

A entendre la ministre Cina Lawson, le projet E-Gouvernement va permettre à l'administration togolaise d'être plus compétitive, plus fiable, plus proche de l'administré à travers le service en ligne et sera utilisé comme levier pour moderniser cette administration Togolaise. « Il permettra également d'améliorer le taux de connectivité à l'interne et rendra les services publics plus accessibles aux usagers », a-t-elle ajouté tout en précisant que « le numérique est désormais appelé à jouer un rôle important au même titre que les autres voies de communication et d'échange que sont les infrastructures routières, portuaires,



Faure Gnassingbé au lancement du E-gouvernement

aéroportuaires et ferroviaires ».

Au total, 287 institutions, 439 bâtiments publics et privés notamment, les ministères, les institutions de la République, les banques, les hôpitaux et les écoles seront reliés entre eux à partir de 219 sites dans la ville de Lomé afin d'échanger les informations dans des conditions de sécurité.

La Rédaction

Pour tout renseignement, information ou conseil

contacter le centre d'appel au N° VERT



8201



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Evaluation à mi-parcours du PDC+ et des Filets Sociaux LES DIFFERENTS ACTEURS SATISFAITS DU BILAN



Les officiels à l'atelier de validation



Une vue des élèves d'une école visitée

Le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes et ses partenaires impliqués dans la mise en œuvre du Projet de Développement Communautaire et des Filets Sociaux (PDC+) se sont réunis mercredi dernier à Lomé pour évaluer les réalisations à mi-parcours du projet ainsi que leurs impacts sur les bénéficiaires afin de trouver des perspectives nouvelles pour améliorer l'accès des populations vulnérables aux infrastructures sociales de base.

Juillet 2012 - février 2015, bientôt trois ans que le gouvernement apporte à ces communautés, avec le soutien financier de la Banque Mondiale, des infrastructures de base améliorées, des Activités Génératrices de Revenus (AGR), et des Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre, (THIMO). Financé à plus de 19 milliards, le PDC+ s'appuie sur une approche de développement communautaire pour le financement de plusieurs microprojets. Identifiés et directement mis en œuvre par les populations à la base, elles-mêmes les microprojets mis en œuvre couvrent l'ensemble du territoire. A ce jour 155 infrastructures de base ont été réalisées ; 99,3% des Activités Génératrices de Revenus sont financées ; près de 9 700

emplois temporaires sont offerts et le démarrage de transferts monétaires est effectif pour 12 850 bénéficiaires dans les Savanes et la Kara.

« L'ambition du gouvernement en initiant ce type de projet est de réduire l'inégalité sociale, en mettant en place dans les zones les plus pauvres des structures adéquates, permettant aux populations d'avoir accès notamment à l'éducation, aux soins de santé primaires, à l'eau potable et de pouvoir assurer aisément le transport de leurs productions vers les marchés, pour une plus-value de leurs activités économique » a déclaré Mme la Ministre Victoire TOMEKAH DOGBE.

Le projet a pu soutenir la mise en œuvre de nombreux microprojets socioéconomiques et communautaires, selon les accords convenus lors de son élaboration. Dans le domaine des infrastructures de base, sur les 320 microprojets prévus 155, soit près de la moitié, ont déjà été réalisées ; 13 centres de santé ; 44 forages ; 4 latrines communautaires ; 2 pistes rurales et ouvrages de franchissement et 2 hangars de marché. 99,3% des AGR prévus par le projet (149/150) ont été financés et ont touchés 3 275 bénéficiaires sur 2 250 prévus.

De son côté, Monsieur Hervé ASSAH, Représentant Résident de la Banque Mondiale, s'est également réjoui des résultats du projet à la mi-parcours. Ceci, d'autant plus que la philosophie du projet qui consiste à doter les communautés bénéficiaires de capacités suffisantes pour leur permettre de prendre en charge leur propre développement, a été maintenue et appliquée : « La particularité du PDC+, c'est qu'il permet aux communautés de faire entendre leur voix quant au type d'infrastructures et d'activités dont elles ont le plus besoin pour sortir de la pauvreté. Ces communautés peuvent ainsi prendre part et s'impliquer d'avantage dans la réalisation des différents microprojets qu'elles ont identifiées elles-mêmes » a-t-il ajouté.

Le PDC+ répond ainsi au double objectif poursuivi par la Banque Mondiale, notamment la réduction de la pauvreté et la promotion d'une prospérité mieux partagée. Il cadre également avec la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi du Togo, plus spécifiquement sur son troisième axe qui porte sur la promotion du capital humain, la protection sociale et l'emploi.

En prélude à la rencontre de mercredi, les différents acteurs étaient mardi sur le terrain pour apprécier de visu les réalisations menées dans le cadre de la mise en œuvre du projet dans la préfecture de Koto. Une équipe de la Banque Mondiale a constaté entre autre la construction d'infrastructures sociales de base et le financement des activités génératrices de revenus inclus au PDC+. Dans le Canton de KPIME un groupement d'éleveurs de dindons « NENYON » a bénéficié de l'appui de la Banque Mondiale à travers le PDC+. Avec un financement de plus de deux millions de FCFA ce groupement est parti de 5 dindons en 2014 à 107 aujourd'hui. A TOMEGBE le groupement mixte « LONLONNYO » fait la transformation de manioc en gari avec une production de plus de 300 sacs par semaine. Ces microprojets ont sensiblement amélioré les conditions de vie des bénéficiaires. Il s'agit ici d'une visite de terrain pour montrer à la Banque Mondiale, principale partenaire financier, l'état d'avancement du projet mise en œuvre à travers le Ministère du Développement à la Base et l'Agence d'Appui aux Initiatives de Base (AGAIB) le projet prend aussi en compte la construction de bâtiment scolaires et l'aménagement de pistes rurales reliant plusieurs villages dans le Canton de TOME. « Nous avons réalisé presque tous les objectifs qui étaient prévus pour la fin du projet, à cette évaluation dans ma région je dirais même que le projet a été réalisé à plus de 80% » a souligné Monsieur Yawo Mawuna Nayo, Coordonnateur Régional de l'AGAIB Région des Plateaux. Pour le Chef du Projet PDC+ à Washington, Monsieur John Van Dyck, c'est un réel plaisir de constater que le projet a pu apporter des changements à ces villages qui étaient vraiment dans le besoin.

TEBIE W. (Stagiaire)

Séminaire de formation des journalistes LA HAAC ŒUVRE POUR UNE COUVERTURE MEDIATIQUE PROFESSIONNELLE DU PROCESSUS ELECTORAL



Photo de famille

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) a convié les professionnels des médias à un séminaire de formation à Kpalimé le 10 et 11 mars 2015. Axée sur le thème « le professionnalisme dans la couverture médiatique de l'élection présidentielle », cette formation financée par le PNUD a permis aux journalistes d'actualiser leurs connaissances pour être à la hauteur de la couverture médiatique de l'élection présidentielle. C'est le Président de la HAAC, M. Kokou TOZOUN qui a procédé au lancement des travaux en présence des autres membres de son institution et le Secrétaire Général de la préfecture de Koto, M. Békéi Sogoyou.

Pendant deux jours, les journalistes ont suivi plusieurs communications dont les droits, devoirs et comportement citoyen du journaliste en période électorale, le cadre réglementaire de la régulation des médias en période électorale et la responsabilité du journaliste. Selon Kokou TOZOUN, En plus de ce séminaire, la HAAC va mener une série de formation au bénéfice des professionnels des médias au cours de cette période électorale grâce au projet « prévention des conflits et consolidation de la paix » du PNUD qui lui a accordé un appui financier. Il a alors invité les journalistes à s'approprier les différentes communications afin de transmettre les valeurs citoyennes indispensables à la formation des électeurs pour un scrutin apaisé. « Vous devez par vos articles, reportages et autres émissions donner aux électeurs des informations de qualité sur le processus électoral afin de leur permettre de faire un choix éclairé et responsable. », a-t-il conseillé aux journalistes.

Il faut rappeler les journalistes du nord du pays ont suivi cette même formation à Kara. La HAAC avait aussi organisé un séminaire au profit des animateurs des émissions interactives afin de leur permettre de bien conduire les débats en cette période électorale, et un autre séminaire à l'intention des patrons de presse.

Londou KAWANA

Justice Administrative au Togo LE CACIT FORME LES JOURNALISTES SUR LES PROCEDURES DE SAISINE DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

Après avoir commandité une étude sur les causes de la non saisine des juridictions administratives au Togo, et réuni des professionnels du droit pour la validation du document portant ces résultats, le collectif des Associations contre l'Impunité au Togo (CACIT), a réuni en atelier le 02 mars dernier les professionnels des médias. L'objectif était de vulgariser les résultats de cette étude tout en formant les professionnels des médias sur la question. Placée sous le thème « la contribution des médias à l'effectivité des juridictions administratives au Togo », cette formation a permis aux journalistes de se familiariser avec la justice administrative, ses réalités, les défis à relever pour son effectivité et aussi de cerner les procédures de saisine de cette juridiction. Les journalistes formés serviront de relais auprès du public.

Le CACIT est parti du constat selon lequel le citoyen togolais manque de réaction face aux injustices constatées dans l'administration, à cause de la méconnaissance de

l'existence et des modes de fonctionnement de ces juridictions. Le défi actuel demeure pour le CACIT d'œuvrer, avec l'appui du Projet d'Appui à la Société Civile et la Réconciliation Nationale (PASCARENA), des ministères en charge de la justice et des droits de l'homme, pour rendre plus opérationnel la justice administrative au Togo. Pour ces premiers responsables, cela ne peut se faire sans l'apport considérable des journalistes. « Nous sommes persuadés que votre capacité de diffusion de l'information et de vulgarisation permettra inéluctablement de sensibiliser nos concitoyens sur la justice administrative et surtout sur le recours contre l'Etat », a laissé entendre Spero MAHOULE, Président du CACIT. Les représentants du ministère de la justice et de celui chargé des droits de l'homme, présents à la cérémonie d'ouverture de cet atelier ont réitéré tour à tour l'engagement du gouvernement togolais à œuvrer pour la consolidation de la justice au Togo.

Clément PLAKOO (Stagiaire)



Célébration du 44ème anniversaire de la Francophonie au Togo



Table d'honneur à la cérémonie de lancement

Dans le cadre de la célébration du 44ème anniversaire de la Francophonie, le 20 mars 2015, la commission nationale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a lancé officiellement, le mardi 10 mars, à l'hôtel Excellence à Lomé, les activités de la célébration nationale du mois de la francophonie.

Placée sous le thème « Jeunesse, Environnement et Climat », cette célébration qui s'étale du 2 au 31 mars sera rythmée au Togo par des conférences-débats sur l'environnement, des stratégies de l'OIE, des cafés littéraires, des dictées

sur la connaissance de la langue française et un concours sur l'innovation scientifique et technologique dans l'objectif d'autonomiser et de mobiliser les jeunes sur les questions de l'environnement. La jeunesse togolaise sera ainsi amenée à une prise de conscience, à se mêler et à agir pour la construction de l'avenir.

« Si nous voulons parvenir à un développement durable, il faut commencer par éduquer cette jeunesse, la sensibiliser à préserver l'environnement », a souligné M. Nayondjou Djanguenane, président de la Commission

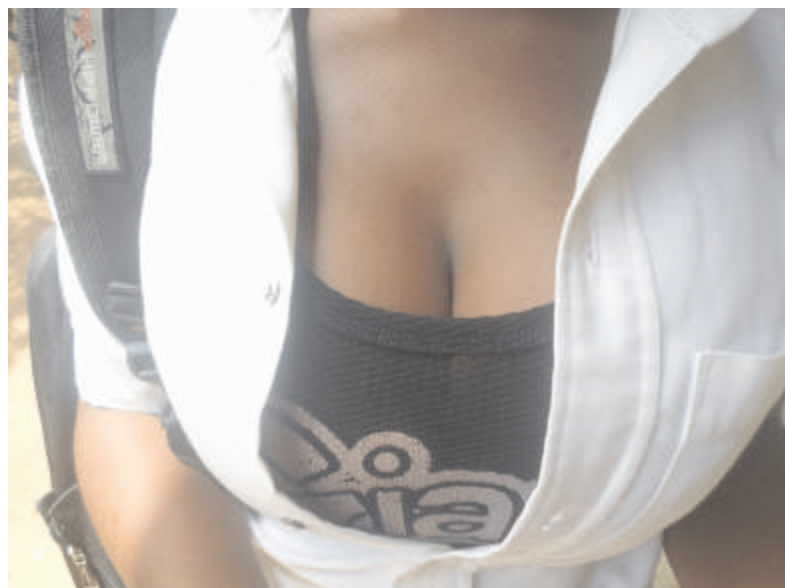
nationale de la Francophonie.

Face à l'enjeu de l'environnement dans l'avenir de l'humanité, M. Djanguename a martelé que « si un engagement important n'est pas pris dès maintenant », les aléas climatiques, les dommages naturels le non-respect de l'environnement vont faire perdre tout espoir de voir la planète évoluée. La sensibilisation sera faite à travers le slogan « j'ai à cœur ma planète » pour combattre la criminalité environnementale pour ne pas compromettre la sécurité alimentaire, énergétique et naturelle de la planète.

L'Organisation Internationale de la Francophonie dans son objectif d'œuvrer pour construire ensemble un avenir commun, veut faire des jeunes des acteurs éduqués et préparés pour la bonne santé et le développement de la planète. Depuis sa création en 1970, l'OIF contribue à la prévention des conflits au sein de l'espace francophone, à favoriser la consolidation de l'Etat de droit et de la démocratie et à agir pour la promotion et l'effectivité des droits de l'homme dans l'espace francophone.

Paul KATASSOLI

Mode féminine en milieu scolaire : les corsages « Kpèkpè »
**EXPOSITION DE SEINS
OU STYLE ?**



Une poitrine d'élève

La situation est devenue un véritable fléau. Dans beaucoup d'établissements et dans les rues, les jeunes filles et les élèves surtout innovent avec des corsages qui collent à la peau. Ce qu'elles appellent « Kpèkpè ». Au-delà du caractère serré, ces corsages exposent les seins, telle une parade. Malgré les interpellations des enseignants qui leur demandent de fermer les boutons, elles n'hésitent pas à les rouvrir dès que ceux-ci tournent le dos.

Face à ce phénomène, on se demande si c'est une exigence de la mode où c'est un désir délibéré d'exposer les seins. Les jeunes filles approchées reconnaissent que c'est le caractère serré de la chemise qui les empêche de fermer les boutons à la hauteur de la poitrine. Pour d'autres encore c'est un geste délibéré pour tous les regards indiscrets et avertis. Elles reconnaissent d'ailleurs qu'elles usent de ces pratiques pour prendre l'ascendant sur certains professeurs lors des devoirs.

L'école étant une institution, les filles devraient comprendre qu'elle mérite qu'on la respecte et éviter de la confondre à un lieu d'orgie.

La Rédaction

Sortie d'album

PAMOBAR ENTERTAINMENT LANCE
«WE ARE PAMOBAR» DE RICKY-MO,
KANG D DREAMA ET MIC FLAMMEZ



Les membres du groupe PAMOBAR

La discographie togolaise a enregistré la semaine dernière la sortie d'un nouvel album le 6 mars dernier. Il s'agit de « We are PAMOBAR » de Ricky-Mo, MicFlamme et Kang D Dreama, trois stars de la musique que produit la maison PAMOBAR. Après plus de 4 ans de travail, c'est une véritable galette sonore de 20 titres que ces artistes offrent à leurs fans. Le lancement de cet album a eu lieu au grand Rex à Lomé en présence des professionnelles des médias, des promoteurs culturels et d'autres artistes.

Premier avant la sortie de « We are PAMOBAR », le studio PAMOBAR a produit un nombre important de singles qui passent en boucle sur les chaînes nationales et internationale. Ce nouvel album de 20 titres se présente alors comme un best of du groupe. De « la femme » à « We are Pamobar » en passant par « Président du rap Game », « KponoGen », les 20 titres sont des morceaux haut de gamme qui tiennent en haleine le consommateur du disque. A part les 3 artistes de PAMOBAR, on note une collaboration avec d'autres artistes notamment Papou, Collins DreamFace, Almok, Willy Baby, Amronsur cet album.

MicFlamme et Kang D Dreama va déboucher sur un projet de sortie d'album à partir de 2011. Soutenus et financés par M. Adéshola-Patrick Baba Tunde, un homme d'affaire et patron de la maison PAMOBAR ENT. le groupe PAMOBAR naquit. Depuis ce temps les artistes de ce groupe ne cesse d'inonder le milieu du showbiz avec de nombreux singles qui ne passent pas inaperçus. Ils décident alors de baptiser leur premier album « we are PAMOBAR », juste pour exprimer les liens d'amitié et encore mieux de fratrie qui existent entre eux. Après la conférence de presse organisée pour lancer l'album, les artistes sont allés à la rencontre de différents partenaires pour leur présenter leur produit. Ils ont aussi organisé un concert géant toujours le 6 mars qu'ils ont dénommé « la nuit de l'industrie » et l'accès à ce spectacle n'était conditionné qu'à l'achat d'un CD à 1000F seulement.

Pour rappel, le groupe PAMOBAR avait décroché le trophée du meilleur groupe Hip-hop aux All Music Awards 2013. En 2014, l'un des membres du groupe a aussi remporté 2 trophées à ces Awards.

Hubert LENOIR



FAÏCHA Pressing

Lavage à Sec Express

Derrière SOMAYAF (ex AGIP Agoè)
2è virage à droite, face au domicile du Ministre DOGO



Nos atouts :

- ❖ *Qualité des services*
- ❖ *Excellent rapport qualité/prix*
- ❖ *Collecte et livraison à domicile*



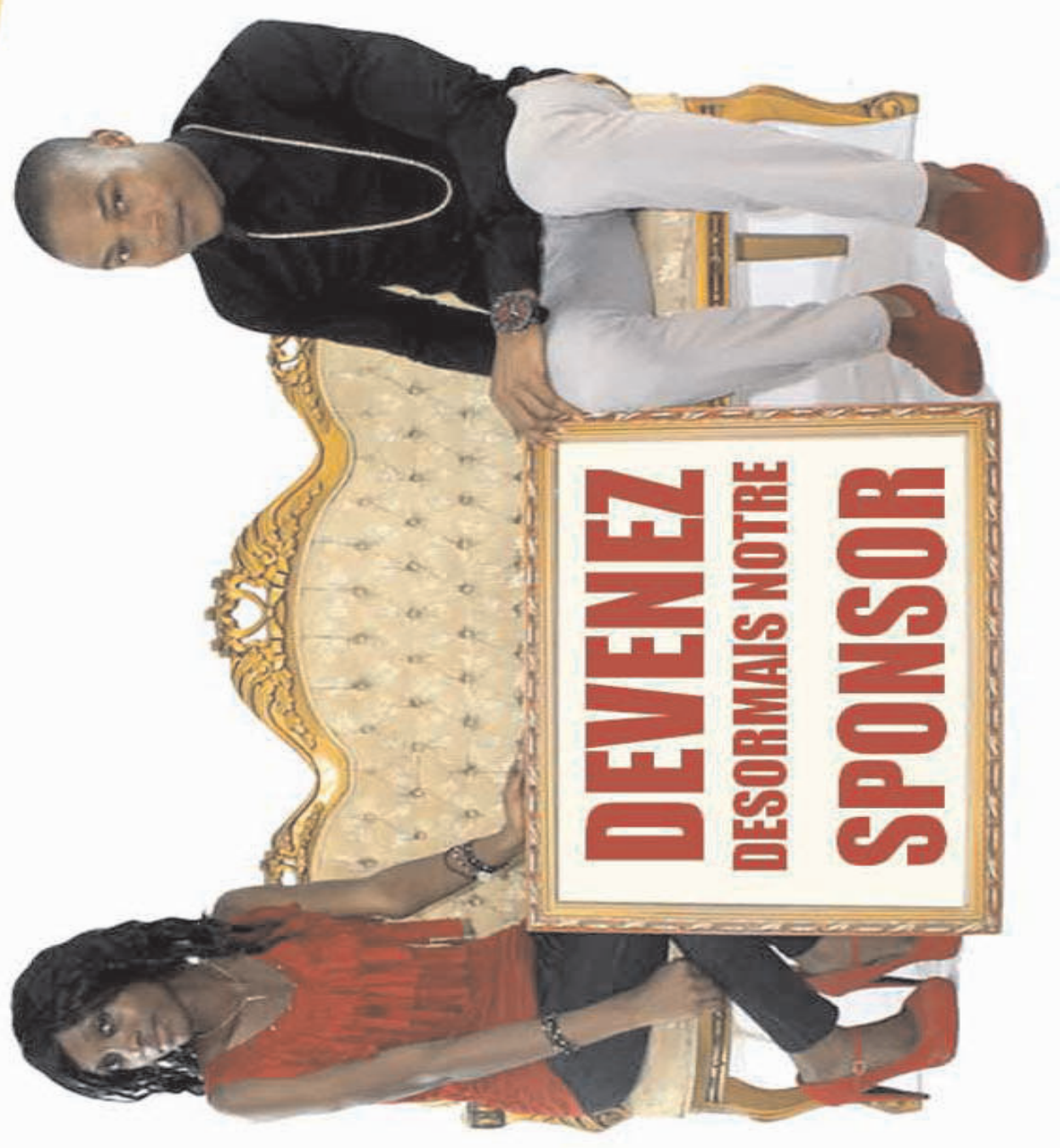



Tél. : 22 46 03 20 / 90 02 12 71

FAÏCHA Pressing, la sensation de la propreté

VOTRE NOUVELLE SÉRIE TÉLÉ
LE TRIANGLE DE
L'AMOUR

Infoline: 91 90 50 41



Bientôt sur LCF